

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par: Ls	(saņemot kantori) par: Ls
1 gadu . . . . . 22,—	1 gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 „ . . . . . 2,—	1 „ . . . . . 1,70
atsevišķu num. . . . . 15,—	atsevišķu num. . . . . 10,—
	pie atkalpārdev. . . . . 13,—

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot  
-----  
**Redakcija:**  
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā  
Telefons 20032  
Runas stundas no plkst. 9 līdz 12



**oficiāls laikraksts**  
svētdienas un svētku dienas  
-----  
**Sludinājumu un abonementa**  
pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30  
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv.  
Telefons 20031

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludināj. līdz 25 viensl. rind. Ls 6,—	par katru tālāko rindiņu . . . . . „—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu	veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r. „ 8,—
par katru tālāko rindiņu . . . . . „—,25	
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r. „—,30	
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r. „—,35	
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok. „ 1,50	
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers. „ 1,—	

212. num. Pirmdien, 1938. g. 19. septembrī Divdesmitpirmais gads

Nolīgums par maksājumu prasījumiem un nolīguma par maksājumu prasījumiem izpildu reglaments. (Turpinājums pie likuma par Kairas pasta kongresā parakstīto Pasaules pasta Konvenciju un Nolīgumiem.)  
Valutas komisijas rīkojums.  
Iekšlietu ministr. lēmums par Eduarda Skujas nekustamu īpašumu pirkšanas-pārdoš. starpniec. biroja slēgšanu.  
Sabiedrisko lietu ministr. lēmumi par dažu biedrību slēgšanu.  
Dzelzsceļu virsvaldes rīkojums.  
Cenu inspektora rīkojums par īres maksām.

Union postale universelle.

## Arrangement concernant les recouvrements

conclu entre

L'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Chili, la République de Cuba, le Danemark, la Ville libre de Danzig, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, l'ensemble des Colonies espagnoles, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, la Grèce, la République du Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies italiennes, la Lettonie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), le Maroc (Zone espagnole), la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, Curaçao et Surinam, les Indes néerlandaises, la Pologne, le Portugal, les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale, les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, le Territoire de la Sarre, le Siam, la Suède, la Confédération Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Etat de la Cité du Vatican, les Etats-Unis de Vénézuëla, l'Yémen et le Royaume de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

### CHAPITRE I.

#### Disposition préliminaire.

##### Article premier.

Conditions de l'échange des valeurs à recouvrer.

L'échange des valeurs à recouvrer, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

### CHAPITRE II.

#### Objet du service.

##### Article 2.

Valeurs admises à l'encaissement.

Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres amortis, et généralement toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

Les Administrations qui ne peuvent se charger de l'encaissement de coupons d'intérêt ou de dividende et de titres amortis le notifient aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

##### Article 3.

Protêts. Poursuites.

Les Administrations peuvent se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances. Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

### CHAPITRE III.

#### Dépôt des valeurs à recouvrer.

##### Article 4.

Enoncé du montant des valeurs.

Sauf arrangement contraire, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du pays chargé du recouvrement.

##### Article 5.

Dépôt des valeurs. Taxe de l'envoi.

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'envoi recommandé affranchi, adressé directement par le déposant au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

La taxe de l'envoi ne doit pas dépasser celle d'une lettre recommandée du même poids.

##### Article 6.

Nombre et montant maximum des valeurs.

1. Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par le bureau destinataire sur des débiteurs différents, au profit d'une même personne.

Toutefois, ces valeurs ne peuvent être assignées sur plus de cinq débiteurs différents, ni être encaissables à différents jours d'échéance.

2. Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par le pays de destination pour l'émission des mandats de poste, à moins que les Administrations n'adoptent, d'un commun accord, un maximum plus élevé.

##### Article 7.

Interdictions.

Il est interdit:

- de porter sur les valeurs des notes ne concernant pas l'objet du titre;
- de joindre à ces valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur;
- de consigner sur le bordereau d'expédition des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

### CHAPITRE IV.

#### Encaissement des valeurs.

##### Article 8.

Non-acceptation de paiements partiels.

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

##### Article 9.

Droit d'encaissement ou de présentation.

Toute valeur présentée à l'encaissement, recouvrée ou non, est passible d'un droit de 25 centimes, dit d'encaissement ou de présentation suivant le cas, qui est, éventuellement, prélevé sur le montant encaissé.

Ne sont pas soumises à ce droit, les valeurs qui, par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse, sont renvoyées à l'expéditeur sans avoir été mises en recouvrement.

##### Article 10.

Liquidation du montant encaissé.

1. Les sommes encaissées se rapportant à un même envoi, déduction faite des frais prévus au § 2, sont liquidées au moyen d'un mandat de poste au profit du déposant. Lorsque le règlement de l'Administration d'origine le permet, le déposant a la faculté de demander que le mandat mentionne, au lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine ainsi que le bureau qui tient ce compte.

Si les Administrations intéressées admettent ces procédés, la liquidation peut également se faire soit au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination, soit au moyen d'un virement à un tel compte tenu dans le pays d'origine de l'envoi.

2. Les frais à déduire se composent:

- du droit d'encaissement et, éventuellement, du droit de présentation afférent aux valeurs impayées;
- s'il y a lieu, des droits fiscaux appliqués aux valeurs;
- de la taxe ordinaire des mandats de poste, ou, en cas de versement en compte courant postal dans le pays de destination, de la taxe des versements applicable dans le service intérieur ou, en cas de virement à un compte du pays d'origine, de la taxe des virements. Ces taxes sont calculées sur le total de la somme encaissée, déduction faite des rétributions et droits indiqués sous a) et b).

3. Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximum adopté par les Administrations en vertu de l'article 6, § 2.

##### Article 11.

Renvoi des valeurs non recouvrées.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées dans les délais fixés par le Règlement, et qui ne doivent pas être remises à un tiers désigné, sont renvoyées en franchise de port au bureau de dépôt.

Lorsqu'il n'y a pas de valeurs recouvrées ou que les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre la déduction intégrale des droits de présentation, ceux-ci sont réclamés à l'expéditeur de l'envoi.

L'Administration chargée du recouvrement des valeurs n'est tenue à aucune mesure conservatoire, ni à aucun acte établissant le non-paiement de ces titres.

### CHAPITRE V.

#### Retrait et rectifications. Réexpédition et renvoi. Réclamations.

##### Article 12.

Retrait des recouvrements. Rectification du bordereau.

Aussi longtemps que le bureau destinataire d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ne s'est pas dessaisi de celles-ci, le déposant peut, aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 51 de la Convention, retirer l'envoi ou une ou plusieurs des valeurs y contenues, ou faire rectifier, en cas d'erreur, les indications du bordereau d'expédition.

Lorsqu'il s'agit de la rectification du bordereau demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

##### Article 13.

Réexpédition. Valeurs mal dirigées.

1. En cas de changement de résidence d'un ou de plusieurs des destinataires, dans l'intérieur du pays de destination, les valeurs à recouvrer sont réexpédiées. Il en est de même des valeurs à l'adresse de personnes habitant un endroit de la localité desservi par un autre bureau.

2. Si un envoi est totalement composé de valeurs non encaissables par le bureau qui les reçoit, il est renvoyé au bureau d'origine, à moins que les débiteurs ne soient tous desservis par un autre bureau du pays de destination, auquel cas il est dirigé sur ce bureau.

Lorsqu'une partie des valeurs insérées dans un envoi ne sont pas encaissables par le bureau destinataire, celles-ci sont renvoyées à l'expéditeur et il est procédé à la mise en recouvrement des autres valeurs.

3. Il n'est perçu aucun supplément de taxe du chef de ces réexpéditions.

##### Article 14.

Renvoi des valeurs irrécouvrables.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées au déposant dans la forme prévue par le Règlement.

##### Article 15.

Réclamations.

Les prescriptions de l'article 53 de la Convention sont applicables aux réclamations concernant les envois de valeurs à recouvrer.



Pour le Paraguay: R. R. Tula.	Pour la République de Saint-Marin: Creyt Donato.
Pour les Pays-Bas: Duynstee v. Goor.	Pour le Territoire de la Sarre: Pour le Siam: Pour la Suède: Anders Örne Gunnar Lager Arvid Bildt.
Pour Curaçao et Surinam: Hoogewoening.	Pour la Confédération Suisse: Ls Roulet.
Pour les Indes néerlandaises: Perk Bril. Hoogewoening.	Pour la Tchécoslovaquie: Václav Kučera Josef Rada.
Pour la Pologne: R. Starzyński.	Pour la Tunisie: H. Duteil.
Pour le Portugal: A. de Q. R. Vaz Pinto A. C. Bianchi.	Pour la Turquie: Yusuf Arifi M. Sakin M. Tevfik.
Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale: Ernesto Julio Navarro.	Pour l'Etat de la Cité du Vatican: Mgr. Giuseppe Mazzoli.
Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie: Mario Corrêa Barata da Cruz.	Pour les Etats-Unis de Vénézuëla: Luis Alejandro Aguilar.
Pour la Roumanie: Ilariu Maneanu C. Stefanescu.	Pour l'Yémen: Pour le Royaume de Yougoslavie: K. Zlatanovitch.

## Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire 20 mars 1934, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements:

### CHAPITRE I.

#### Dépôt et encaissement des valeurs.

##### Article 101.

##### Conditions d'admission des valeurs.

Pour être admises au recouvrement, les valeurs doivent:

- porter l'énonciation de la somme à recouvrer, en toutes lettres (caractères latins) et, sauf autre arrangement, en monnaie du pays de destination. Pour les coupons d'intérêt et de dividende, l'indication du montant en chiffres suffit;
- indiquer le nom et l'adresse du débiteur;
- porter, s'il y a lieu, la signature pour acquit du déposant; pour les quittances simples, cette signature peut, si la législation du pays d'origine ne s'y oppose pas, être donnée au moyen d'une griffe ou être remplacée par l'indication imprimée du nom du créancier;
- avoir été soumises au droit de timbre dans le pays d'origine, si elles sont sujettes à ce droit.

##### Article 102.

##### Bordereau et enveloppe d'envoi. Bulletin de versement.

1. Les valeurs à recouvrer composant un même envoi sont inscrites sur un bordereau conforme au modèle RP 1 ci-annexé.

Les coupons d'intérêt ou de dividende se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur.

2. Les valeurs accompagnées, le cas échéant, de leurs pièces justificatives (factures, connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc.), à remettre seulement en cas de paiement) sont insérées avec le bordereau d'envoi dans une enveloppe conforme au modèle RP 2 ci-annexé. Cette enveloppe doit porter, outre le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur, l'indication du bureau de destination.

Les annexes doivent être attachées à la valeur à laquelle elles se rapportent.

3. Tout envoi dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit indiquer le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'Administration de destination après encaissement du montant du recouvrement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires.

Le bulletin de versement est inséré dans l'enveloppe dont il est question au § 2.

##### Article 103.

##### Annotations et communications interdites.

Il n'est pas tenu compte des annotations ou notes interdites portées sur le bordereau. Les notes séparées ou les lettres sont traitées comme des correspondances non affranchies en provenance du pays d'origine du recouvrement et remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible; en cas de refus, elles sont considérées comme objets tombés en rebut et renvoyées au bureau d'origine.

Lorsque des annotations interdites sont portées sur les valeurs elles-mêmes, celles-ci sont mises en recouvrement et livrées contre paiement de leur montant et de la taxe d'une correspondance non affranchie provenant du pays d'origine. En cas de refus de paiement de cette taxe, les valeurs peuvent être remises, mais la taxe exigible est prélevée sur le montant à faire parvenir à l'expéditeur. Une note explicative est annexée au bordereau RP 1 (2e partie).

##### Article 104.

##### Dépôt au guichet.

L'envoi contenant les valeurs à recouvrer est fermé par l'expéditeur et déposé au guichet.

Si l'envoi a été trouvé à la boîte, dûment affranchi, il est traité comme s'il avait été déposé au guichet. En cas de non-affranchissement ou d'affranchissement insuffisant, il n'y est pas donné cours.

##### Article 105.

##### Vérification par le bureau de destination.

Le bureau de destination vérifie le nombre et le montant des valeurs jointes au bordereau et consigne sur celui-ci le résultat de la vérification.

Lorsque des valeurs annoncées par le bordereau manquent dans l'envoi, ce bureau en informe immédiatement le bureau expéditeur, lequel avise le déposant. Pour le surplus, il est procédé au recouvrement des valeurs régulières.

##### Article 106.

##### Présentation. Délai de paiement.

1. Les valeurs sont présentées aux débiteurs le plus tôt possible et, s'il y a lieu, le jour de l'échéance.

2. Les titres non soldés à présentation, et dont le paiement n'a pas été formellement refusé par les débiteurs en personne, sont laissés à la disposition des intéressés pendant un délai de sept jours, à compter du lendemain du jour de la présentation. Ce délai peut être porté à un mois au maximum par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. Les débiteurs sont prévenus qu'ils peuvent venir se libérer au bureau pendant ces délais. Le déposant peut toutefois demander, par une annotation sur le bordereau, qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou soient remis à des personnes nommément désignées à cet effet.

##### Article 107.

##### Indication du non-recouvrement.

La cause du non-recouvrement est consignée dans la forme prescrite par l'article 147, § 1, du Règlement de la Convention, et sans autre constatation, soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur la seconde partie du bordereau de recouvrement.

##### Article 108.

##### Expéditeur inconnu.

Lorsque le nom et l'adresse de l'expéditeur ne figurent ni sur l'enveloppe, ni sur le bordereau, ni sur les valeurs elles-mêmes, le bureau de destination, s'il n'a pu recueillir auprès du débiteur, au moment du recouvrement, les renseignements nécessaires pour permettre la liquidation par mandat, prévient du fait le bureau d'origine et opère la liquidation dans les conditions prévues à l'article 109 ci-après; ce dernier bureau est indiqué, sur le mandat, comme bénéficiaire du titre.

### CHAPITRE II.

#### Liquidation des envois.

##### Article 109.

##### Transmission des mandats de liquidation et des valeurs impayées.

1. Les mandats émis en liquidation des valeurs encaissées, ainsi que les valeurs impayées, sont transmis au bureau de dépôt, accompagnés de la seconde partie du bordereau de recouvrement sur laquelle le règlement de compte a été établi conformément aux dispositions de l'article 110 ci-après. La transmission a lieu sous enveloppe conforme au modèle RP 3 ci-annexé, et le pli est soumis à la recommandation d'office, sauf s'il ne contient pas de valeur impayée. Dans ce cas, il y a lieu de biffer sur l'enveloppe les mots superflus.

Les mandats de liquidation doivent porter en tête la mention „Recouvrement“.

2. Lorsque des taxes sont à percevoir sur le déposant, du chef de la présentation de valeurs impayées, l'enveloppe est frappée de l'empreinte du timbre T et le montant total des taxes est indiqué en chiffres apparents sur le recto de l'enveloppe.

3. Dans les relations qui comportent, pour le service des mandats, l'intervention de bureaux d'échange, les envois prévus au § 1 se font également par l'intermédiaire de ces bureaux.

##### Article 110.

##### Règlement de compte.

Le bureau encaisseur établit le règlement de compte sur la seconde partie du bordereau RP 1, en ayant soin de mentionner les indications que le déposant aurait omises et de biffer celles qui seraient inutiles.

Les bordereaux de liquidation manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

##### Article 111.

##### Mandats de recouvrement non encaissés par le bénéficiaire.

Les dispositions de l'article 139 du Règlement de la Convention qui ont trait aux mandats de remboursement sont applicables aux mandats de recouvrement.

##### Article 112.

##### Versement ou virement à un compte courant postal.

En cas de versement ou de virement du produit des encaissements à un compte courant postal, l'avis de crédit ou de virement destiné au titulaire du compte doit porter le mot „Recouvrement“.

Lorsque l'organisation intérieure des bureaux encaisseurs ne permet pas de virer le montant des recouvrements au profit d'un compte courant postal étranger, la liquidation est effectuée de la manière ordinaire par mandat de poste, sauf que ce titre doit mentionner, au lieu de l'adresse complète du déposant, le nom du bénéficiaire suivie de la mention „Compte courant postal N° .... tenu par le bureau d'.....“. Le mandat est transmis à découvert directement au bureau de chèques intéressé.

Après accomplissement des opérations visées ci-dessus, la seconde partie du bordereau RP 1, accompagnée, s'il y a lieu, des valeurs restées impayées, est renvoyée au bureau d'origine de la façon prévue à l'article 109.

### CHAPITRE III.

#### Retrait et rectifications. Réexpédition. Réclamations.

##### Article 113.

##### Retrait. Rectification du bordereau.

Les dispositions des articles 148 et 149 du Règlement de la Convention sont applicables aux retraits de valeurs à recouvrer ou aux rectifications du bordereau d'envoi. Toutefois, chaque demande de rectification d'un bordereau doit être accompagnée d'un duplicata de celui-ci.

S'il s'agit d'une rectification du bordereau demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur „Confirmation de la demande télégraphique du .....“.

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'Administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de rectification de bordereau sans attendre cette confirmation.

##### Article 114.

##### Réexpédition.

Si la réexpédition des valeurs à recouvrer comprend tous les titres formant un même envoi, le bureau en mesure de les encaisser procède comme si les valeurs lui avaient été primitivement adressées. Le bordereau d'envoi est revêtu de la mention „Réexpédié par le bureau d'.....“.

Si une partie seulement des valeurs comprises dans un envoi sont réexpédiées, le bureau chargé de les mettre en recouvrement doit envoyer sans frais la somme encaissée ou les valeurs impayées au bureau auquel le bordereau a été adressé; ce dernier bureau reste seul chargé de la liquidation des comptes avec l'expéditeur.

##### Article 115.

##### Réclamations.

Les Administrations se conforment, en ce qui concerne les réclamations, aux dispositions des articles 151 et 152 du Règlement de la Convention. Un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit être fourni par l'expéditeur pour être transmis, avec la réclamation, au bureau de destination.

### CHAPITRE IV.

#### Dispositions diverses.

##### Article 116.

##### Communications à adresser au Bureau international.

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du















Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Dzirnānu ielā 107, 4. dz., paziņo, ka 1938. g. 30. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Torņkalna dzelzceļu 10. ēkā, 2. dz. 1. publiskā izsolē pārdos Kārļa Rikmanas mebeles, kas novērtētas par Ls 340,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
Rīgā, 1938. g. 14. septembrī.

Tiesu izpild. J. Kazubierns.

Rīgas apgabaltiesas 4. iec. tiesu izpildītājs J. Petersons (Rīgā, Gertrūdes ielā 3, 1. dz.) paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 12, Rīgā, Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos Annas Strēlnieks obligāciju par Ls 1500,—, kas ingrosēta uz nek. ipaš. Rīgā, Gaujas ielā 17, 5. hip. iec. ar zem. grām. reģ. 1431. num. un novērtēta par Ls 1500,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
Rīgā, 1938. g. 16. septembrī.  
756. l. 17461o

Tiesu izpild. J. Petersons.

Rīgas apgabaltiesas 5. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Brīvības ielā 124, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 11, Rīgā, Brīvības ielā 55, 3. dz., 1. publiskā izsolē pārdos Artura Palena mebeles u. c., kas novērtētas par Ls 480,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.  
570. l. 17048g

Tiesu izpild. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 27. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tērbatas ielā 42, publiskā izsolē pārdos Tamaras Bodņevs Buklans mebeles, kas novērtētas par Ls 2495,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 81/37. 17500o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tvaika ielā 7, publiskā izsolē pārdos mir. Zalmana Blumenfelda divus zirgus, kas novērtēti par Ls 800,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
981. l. 74991o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
1820. l. 17498o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
1820. l. 17498o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 662/33. 17454e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos Annas Strēlnieks obligāciju par Ls 1500,—, kas ingrosēta uz nek. ipaš. Rīgā, Gaujas ielā 17, 5. hip. iec. ar zem. grām. reģ. 1431. num. un novērtēta par Ls 1500,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 27. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tērbatas ielā 42, publiskā izsolē pārdos Tamaras Bodņevs Buklans mebeles, kas novērtētas par Ls 2495,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 649/38. 17423e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

1) firmas „P. Mežgailis un biedri” ipaš. Pētera Mežgaila un Otilijas Ferliņš prasības Ls 61,59 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos Paula Mika nekustamo īpašumu, kas atrodas Ogrē, Amatnieku ielā 12, ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 6246. num. un sastāv no zemes gabala „Miki”, 1 ha kopplatībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 730,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 3000,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 73,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.  
570. l. 17048g

Tiesu izpild. K. Riekstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 27. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tērbatas ielā 42, publiskā izsolē pārdos Tamaras Bodņevs Buklans mebeles, kas novērtētas par Ls 2495,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 81/37. 17500o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tvaika ielā 7, publiskā izsolē pārdos mir. Zalmana Blumenfelda divus zirgus, kas novērtēti par Ls 800,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
981. l. 74991o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
1820. l. 17498o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
1820. l. 17498o

Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 662/33. 17454e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos Annas Strēlnieks obligāciju par Ls 1500,—, kas ingrosēta uz nek. ipaš. Rīgā, Gaujas ielā 17, 5. hip. iec. ar zem. grām. reģ. 1431. num. un novērtēta par Ls 1500,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 27. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Tērbatas ielā 42, publiskā izsolē pārdos Tamaras Bodņevs Buklans mebeles, kas novērtētas par Ls 2495,—.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 649/38. 17423e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7, 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 29. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Garozas ielā 2, publiskā izsolē pārdos Jāņa Viksnas smago automobili, kas novērtēti par Ls 600,—.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā.  
L. 648/38. 17424e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Jēkabpīlī, Brīvības ielā 175, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Jūles Biuka prasības Ls 30 mēnesī, sākot ar 1936. g. 20. oktobri, piedzišanai 1938. gada 16. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos 1. publiskā izsolē Antonam Būkam piederošu domāto pusi no nekustama īpašuma, kas atrodas Jēkabpīlī, ierakstīts zemes grāmatu reģ. ar 169. num. (reģ. aramzemei) un sastāv no zemes gab. „Bouku” mājām, 2,398 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība pilnā sastāvā Ls 324; 3) tam ir hipoteku parādi Ls 3600,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 16,20 drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jēkabpīlīs zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.  
570. l. 17048g

Tiesu izpild. K. Riekstiņš.

Jēkabpīlī, 1938. g. 14. sept. 280. l. 17403e  
Tiesu izpild. J. Veinbergs.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Ventspīlī, Kugriņu ielā 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Ortes Rozenbergs prasības piedzišanai 1938. g. 23. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos 1. publiskā izsolē Friča Kristiņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Ventspīlī, apr. Usmas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. ar 1349/4137. num. un sastāv no Rozenbergu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2380,—;

3) tam nav hipoteku parādu;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 238,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.  
487. l. 17046g

Tiesu izpild. K. Riekstiņš.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Ventspīlī, Kugriņu ielā 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Bēra Gersona prasības piedzišanai 1938. g. 23. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Beigata nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā, Jūrmalas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 1908. num. un sastāv no Badrumu-Anča-Bērziņu mājām, 57,90 deset. kopplatībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 14.474,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 11.160,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1447,40 drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.  
487. l. 17046g

Tiesu izpild. K. Riekstiņš.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Ventspīlī, Kugriņu ielā 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Marijas (Merijas) Mirams prasības piedzišanai 1938. gada 4. novembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos 1. publiskā izsolē Aleksandra Naglinskā nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Kuldīgas apr. un sastāv no Kabiles pag. „Rubeņu 180 F” mājām, ar zemes grāmatu reģ. 6485. num., 16,73 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 224,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 3378,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 23,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukuma - Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

L. 584/38. 17455e

Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Liepājas apgabaltiesas Kuldīgas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Kuldīgā, Ventspils ielā 19, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Ventspīlī, Kugriņu ielā 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Alviņes - Grietas Rēdīņš prasības piedzišanai 1938. gada 23. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas 3. civilnodalā, izsolē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa - Ernesta Olendera nekustamā īpašuma domāto 1/4 daļu, kas atrodas Ventspils apr. Vārves pag., ierakstīts zemes grāmatu reģ. ar 5037. num. un sastāv no Jaunvalķu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2081,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 3700,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 52,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5)

Liepājas apgabalt. Kuldīgas iec. tiesu izpildīt. A. Jānsons (kancelļa Kuldīgā, Ventspils ielā 19), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Marijas - Mildas Labzars alimentu prasības piedzišanai 1938. g. 2. decembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Kristapa Gurika nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Kuldīgas apr. un sastāv no Turlavas pag. "Seppat" № 17 mājām, ar zemes grāmatu reg. 3830. num.;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 8145.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 126.—;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 815,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Kuldīgas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

17446 Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Liepājas apgabalt. Kuldīgas iec. tiesu izpildīt. A. Jānsons (kancelļa Kuldīgā, Ventspils ielā 19), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības piedzišanai 1938. gada 2. decembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Ievas, Līzes un Ievas Vidūņu nekustamo īpašumu, kas atrodas Kuldīgas apr. un sastāv no domātām 3/4 daļām no Kuldīgas pag. zemes gabala „Gudrie Nr. 2”, ar zemes grāmatu reg. 11962. num., visa zemes gabala platība ir 117,271 hekt.;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 10.000.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 4150.—;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 750,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Kuldīgas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

L. 710/38. 17453e Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Daugavpils apgabaltiesas Daugavpils 2. iec. tiesu izpildītājs E. Budļevskis (kancelļa Daugavpilī, Nometņu ielā 7) paziņo, ka „Vald. Vēstn.” š. g. 147. num. uz 1938. g. 8. oktobri izsludinātā Franciņa Znuņiņa nekustamā īpašuma izsole ir atcelta. 174570

Daugavpils, 1938. g. 15. sept.

Tiesu izpild. E. Budļevskis.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 55,89 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Elinas Mateusa meitas Romanovskis nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Viļaku pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 860. num. un sastāv no Vēdiniešu sādžas 1. viensētas, 4,528 ha kopplatībā, ar zemi un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 100.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 10,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

17450 Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 49,33 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Antona Stepana dēļa Pleša nekustamo īpašumu pilnā

tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 1144. l. 17251e Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipoteku bankas Ls 135,80 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Antona Adama dēļa Lizinska nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Balvu pilsētā, Robežu ielā 3, ierakstīts zemes grāmatu reģistrā 55. num. un sastāv no 324 F gruntsgabala, 2301 kv. mtr. kopplatībā ar zemi un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 200.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 200.— Latvijas hipoteku bankai ar bankas statusos paredzētiem maksājumiem un soda naudu;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 20,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

L. 30/38. 17446 Tiesu izpildītājs A. Jānsons.

Liepājas apgabalt. Kuldīgas iec. tiesu izpildīt. A. Jānsons (kancelļa Kuldīgā, Ventspils ielā 19), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 54,20 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Nikolaja Alekseja dēļa Graviša nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Liepnas pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 6513. num. un sastāv no 149. F. zemes gabala, ar nosaukumu „Vanadzini”, 1,64 ha kopplatībā, ar zemi un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 100.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 10,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

17453e Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 56,40 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē mirušā Pētera Adama d. Šapkana nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērzpils pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā 2742. num. un sastāv no I. num. zemes gabala, ar nosaukumu „Zelta plaviņa”, atdalītais no saimniecības Nesterovka Nr 6, ar zemes platību 21,450 ha un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2300.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 1700.— Valsts zemes bankai un ar Daugavpils apgabaltiesas 1934. g. 25. sept. lēmumu, izteiktu tās pašas tiesas 1934. g. 28. septembrī izdotā 8566. izpildu rakstā, nodrošinātā Juzupes Pētera m. Kozuls (Šapkins) prasība Ls 1500.— apmērā;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 230,— drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 1154. l. 17250e Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 49,33 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Antona Stepana dēļa Pleša nekustamo īpašumu pilnā

17454v Tiesu izpild. H. Kimerals.

sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Balvu pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 7331. num. un sastāv no 922. F. zemes gabala, 1,05 ha kopplatībā, ar zemi un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 70.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 7,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 1136. l. 17252e Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 54,20 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Nikolaja Alekseja dēļa Graviša nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Liepnas pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 6513. num. un sastāv no 149. F. zemes gabala, ar nosaukumu „Vanadzini”, 1,64 ha kopplatībā, ar zemi un ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 100.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 10,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 1141. l. 17253e Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 50,69 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Onufrija Jekaba dēļa Žuga nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 6575. num. un sastāv no 608. F. zemes gabala ar nosaukumu „Plavas gabals”, 1,54 ha kopplatībā ar zemi un ekām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 50.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 5,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 990. l. 17256v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 36,59 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Stanislava Pāvila dēļa Burķiņa nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Rugāju pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 9373. num. un sastāv no 697. F. zemes gabala ar nosaukumu „Ziedugrava”, 2,307 ha kopplatībā ar zemi un ekām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 80.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 8,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Liepājas apgabaltiesas civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 947. l. 17254v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 49,10 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Jāzepa Leona dēļa Novika nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērzpils pag., ierakstīts zemes grāmatu reg. 7691. num. un sastāv no 6. F. zemes gabala ar nosaukumu „Plavas gabals”, 1,48 ha kopplatībā ar zemi un ekām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 50.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 300.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 5,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kancelejā.

Balvos, 1938. g. 14. sept. 847. l. 17255v Tiesu izpild. H. Kimerals.

Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimerals, kura kanceļa ir Balvos, Turgus lauk. 7, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 54,87 ar proc. prasības piedzišanai 1938. g. 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civillodaļas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Jekaba Miķeļa dēļa Putreniķa nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Bērzpils pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā 9155. num. un sastāv no 12. F. zemes gabala ar nosaukumu „Mežciems”, 2,35 ha kopplatībā ar zemi un ekām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 60.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 100.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 6,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kancelejā.

Kārsavā, 1938. g. 13. sept. 1728. l. 17034e Tiesu izpild. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceļa ir Kārsavā, Vienības ielā 35, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 59,39 ar proc. prasības piedzišanai 1938. gada 10. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zalē pārdos I. publiskā izsolē Stepana d. Logina nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Abrenes apr. Šķilbēnu pag. Loginu sādžas zemes robežās, ierakstīts zemes grām. 6061. num. nodalījumā un sastāv no 15. num. viensētas, 13,571 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2800.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 2100.—;

4) solītajiem jāņemaksā Ls 280,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kancelejā.

Kārsavā, 1938. g. 13. sept. 1696. l. 17035e Tiesu izpild. v. i. J. Rudzītis.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceļa ir Kārsavā, Vienības ielā 35, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas R

